

*Le défi de la Business School, en collaboration. (Numéros 101 à 103 de la revue *Hommes et Commerce*). Un vol., 5¼ po. x 7¼, broché, 208 pages. — HOMMES ET COMMERCE, 164, faubourg Saint-Honoré, Paris (8e), 1968. (12 F)*

Denis Germain

Volume 45, Number 2, July–September 1969

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1003657ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1003657ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (print)

1710-3991 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Germain, D. (1969). Review of [*Le défi de la Business School, en collaboration. (Numéros 101 à 103 de la revue *Hommes et Commerce*). Un vol., 5¼ po. x 7¼, broché, 208 pages. — HOMMES ET COMMERCE, 164, faubourg Saint-Honoré, Paris (8e), 1968. (12 F)*]. *L'Actualité économique*, 45(2), 345–346.  
<https://doi.org/10.7202/1003657ar>

**Le défi de la Business School**, en collaboration. (Numéros 101 à 103 de la revue *Hommes et Commerce*). Un vol., 5¼ po. x 7¼, broché, 208 pages. — HOMMES ET COMMERCE, 164, faubourg Saint-Honoré, Paris (8e), 1968. (12 F)

Nous ne pouvons passer sous silence cette étude préparée par le Centre de Recherche économique « Horizons et Conjoncture ». Non seulement arrive-t-elle dans une période de contestation des méthodes d'enseignement à travers le monde occidental, en France en particulier, mais encore elle permet de constater que les différences de conception du système d'enseignement dans son ensemble aux États-Unis et en France, n'existent pas d'une façon aussi évidente dans le secteur plus précis de l'enseignement de l'administration des entreprises.

Le but de cet ouvrage est de montrer que l'infériorité de la France par rapport aux États-Unis pour ce qui est de l'efficacité des entreprises n'est pas due principalement au *managerial gap*, mais qu'il vient avant tout du *market gap* qui « asphyxie » les industries nationales. L'immense marché américain permet aux entreprises « de dégager une masse de bénéfices suffisants pour financer de larges investissements extérieurs ». Il faut aussi ajouter le fait que les entreprises américaines peuvent « prospérer dans l'oxygène d'une économie franchement libérale et se tonifier grâce au profit si contesté chez-nous ». Éblouies par les *business schools* américains les autorités françaises ont voulu jeter tout le blâme sur le manque de formation des administrateurs et ont mis en vigueur des réformes trop hâtives qui ont été en grande partie la cause des événements de mai 1968.

Les chapitres 2 à 8 fournissent une très bonne description des systèmes d'enseignement américain et français. Parmi ceux-ci, trois sont consacrés respectivement à la Harvard Business School, à l'Institut européen d'Administration des Affaires et à l'École H.E.C. Le fossé qui sépare les deux pays au plan de la conception de l'enseignement en général apparaît dans toute son étendue. Autant le système est décentralisé et souple aux États-Unis, au point de paraître complètement désordonné à première vue, autant il est centralisé et rigide en France. Cependant, au plan de la formation des administrateurs d'entreprises, la France n'est pas aussi éloignée des États-Unis qu'on est porté à le croire. La méthode des cas, par exemple, est utilisée couramment dans les grandes écoles françaises d'administration et des équivalences sont maintenant établies avec la Harvard Business School.

En somme, l'enseignement de base dans ce domaine est considéré par les auteurs comme suffisamment à point pour qu'il ne soit pas nécessaire de le remplacer. Il suffirait de continuer à l'améliorer. Ce qu'il faut créer, c'est le climat : « En Amérique, le sens des affaires flotte en quelque sorte dans l'air que respirent tous les écoliers. En France, au contraire, la grande masse des cadres dirigeants l'ignore profondément, et nourrit même à son encontre un véritable préjugé ». La *formation continue* contribuerait pour

beaucoup à régler le problème, à condition qu'elle ne soit pas considérée comme accessoire de l'enseignement commercial, mais qu'elle en devienne une branche majeure. Il ne suffirait pas que les cadres viennent uniquement se remémorer périodiquement les notions apprises durant leurs études. Il faudrait plutôt qu'ils apportent leur expérience dans les discussions qui deviendraient ainsi des plus enrichissantes pour tous, ce qui permettrait aussi de « nourrir notre enseignement d'idées neuves et pratiques ».

On peut être ou ne pas être d'accord sur les vues exprimées dans cet ouvrage quant à la qualité de l'enseignement commercial en France, mais on ne peut pas nier qu'il soulève un problème réel qui est celui d'un climat général peu propice à une croissance économique rapide et soutenue, climat qui ne prend pas nécessairement sa source dans un enseignement qui serait inapproprié au niveau des grandes écoles de commerce.

Denis Germain

**La France dans la compétition économique**, en collaboration. Un vol., 5¼ po. x 8½, broché, 155 pages. — PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE, 108, boulevard Saint-Germain, Paris, 1969.

Cet ouvrage contient quatre exposés faits par autant de membres de l'Académie des Sciences morales et politiques. Il s'agit de MM. Raymond Aron, Louis Armand, Jean Fourastié, Wilfrid Baumgartner. Chacun des exposés est suivi des interventions auxquelles il a donné lieu.

Dans son introduction, M. Edmond Giscard d'Estaing, président de l'Académie, définit le thème général des exposés comme « ... les conditions dans lesquelles la France pourrait rester, redevenir ou devenir compétitive dans le grand élan de production qui entraîne aujourd'hui toutes les nations... ».

Dans la première partie, intitulée « L'économie française en question », M. Raymond Aron fait ressortir deux motifs d'inquiétude. Le premier en est un d'ordre social et concerne les inégalités avec lesquelles se répartissent les fruits du progrès. « Tout se passe comme si, au cours des deux dernières années, l'opinion française avait soudain découvert les exigences et les souffrances de la modernisation. » (p. 20). Le second est constitué par la rentabilité des entreprises industrielles françaises qui semble décliner. Les secteurs traditionnels sont en perte de vitesse et les secteurs plus modernes n'ont pas encore atteint un niveau suffisant de rentabilité pour compenser la perte des premiers. D'une façon générale, il invoque le climat peu propice en France au développement d'une économie moderne. « J'éprouve, dit l'auteur, le sentiment que les Français n'aiment pas le monde dans lequel ils doivent vivre, la civilisation scientifique à laquelle le siècle les condamne. » (p. 25).

C'est dans cette veine que M. Louis Armand, dans la deuxième partie intitulée : « Structures, mentalités et efficacité », développe sa pensée. L'entre-